



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Distr.
LIMITÉE

E/CN.14/WIA/99
27 juillet 1977

Original : FRANCAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
ASSOCIATION DES BANQUES CENTRALES AFRICAINES

Cinquième réunion ordinaire

Lusaka, 15-19 août 1977

LA MOBILISATION DES RESSOURCES
FINANCIERES NATIONALES^{1/}

^{1/} L'étude ci-dessus a été préparée par la Banque du Zaïre.

LA MOBILISATION DES RESSOURCES

FINANCIERES NATIONALES

Ce thème avait déjà fait l'objet de discussions au séminaire organisé en 1972 à Tunis par l'Association de nos banques centrales sous le titre : La mobilisation de l'épargne en Afrique et le rôle des institutions financières dans ce domaine. Le fait que ce sujet ait de nouveau été retenu dans le programme de travail de la cinquième Assemblée ordinaire de notre Association prouve l'importance que nos gouvernements attachent au développement économique et, en particulier, à la mobilisation des ressources intérieures disponibles qui en constitue un des moyens d'action.

Cette importance vient d'être récemment soulignée par la tenue à Kinshasa de la Conférence extraordinaire des ministres de l'Organisation de l'unité africaine consacrée exclusivement aux questions économiques. En effet, le financement des investissements est fonction tant de la mobilisation des ressources intérieures que de l'apport des capitaux étrangers. Ceux-ci étant cependant limités, instables et coûteux, les pays africains ont pris conscience de la nécessité d'accorder à l'épargne intérieure la place qui lui revient dans la formation du capital fixe.

Quoi qu'il en soit, l'apport des ressources extérieures pour le financement des investissements a une incidence favorable tant sur la balance des paiements (dans l'immédiat) que sur le volume de l'épargne nationale. En effet, le financement des investissements aussi bien par des capitaux importés que par des capitaux intérieurs de par son effet multiplicateur entraîne un accroissement du revenu et de l'épargne. Mais, malgré cela, le financement extérieur des investissements restera en dehors de cette étude.

Le présent document essaie de cerner le problème posé par la promotion de l'épargne nationale et sa mobilisation par des politiques et instruments appropriés, qui sont en application ou susceptibles de l'être, en vue de canaliser ces fonds vers les investissements productifs. Par manque de documentation récente, il ne sera toutefois pas possible d'examiner en détail les mesures appliquées dans les différents pays africains ni d'en dégager les résultats.

Il est généralement admis que la faiblesse du revenu par tête d'habitant est l'obstacle majeur à la constitution de l'épargne dans les pays africains. Toutefois, l'expérience a montré que, malgré les conditions économiques et psycho-sociales qui ne sont pas toujours de nature à inciter à l'épargne, l'Africain est capable de faire preuve de prévoyance et de maîtrise de soi-même. Ainsi, l'épargne potentielle existe dans nos pays, mais le problème fondamental est de savoir comment la mobiliser avec succès en vue du financement du développement économique.

Après avoir évoqué les composantes de l'épargne nationale et passé en revue les organismes intervenant dans sa mobilisation, nous examinerons les techniques employées dans ce domaine avant d'esquisser les obstacles contre lesquels se heurte cette action. Enfin, le dernier point abordera l'expérience du Zaïre dans ce domaine.

I. L'épargne intérieure

Selon les sources principales de la formation de l'épargne nationale, celle-ci comprend l'épargne publique et l'épargne privée. L'importance relative de chacune de ces deux catégories dans la formation brute du capital fixe varie selon les pays. Néanmoins, étant donné les diminutions dont sont sujettes les recettes publiques ordinaires, principale source de l'épargne publique, il importe de favoriser le développement de l'épargne privée de sorte que la poursuite de l'effort de développement ne soit pas interrompue.

1. L'épargne publique

Dans les économies modernes, l'Etat est devenu le principal, voire l'unique promoteur du développement. Les deux principales sources des fonds dont il dispose pour financer le développement économique sont :

- i) L'épargne budgétaire : les prélèvements fiscaux, augmentés des diverses redevances dues à l'Etat peuvent dégager des excédents budgétaires dans la mesure où les recettes sont plus élevées que les dépenses courantes. L'importance de ces excédents déterminera celle de l'épargne publique. C'est ainsi que l'expansion de l'épargne publique se heurte à la fois aux difficultés relatives à l'augmentation des recettes et à la compression des dépenses courantes;
- ii) Le produit d'emprunts publics : l'Etat peut vendre des obligations tant au public qu'aux institutions financières pour se procurer des capitaux requis pour le financement des investissements. Cependant, le recours à ce procédé n'est possible que s'il existe un marché financier où se négocient les titres de l'Etat.

2. L'épargne privée

Par épargne privée, on entend non seulement l'épargne des particuliers ou des ménages, mais aussi celle des entreprises. La première qui comprend les revenus dont la consommation est différée est moins importante que la seconde qui est constituée notamment des bénéfices non distribués.

Suivant le contexte dans lequel se forme l'épargne, celle-ci peut être volontaire ou forcée : elle est volontaire lorsqu'elle représente des cumuls détenus sous forme d'actifs financiers à la suite de diverses motivations; elle est forcée lorsqu'elle relève d'une mesure légale, par exemple emprunts obligatoires, réserves et provisions légales.

Mais en plus de l'élément revenu, la promotion et la transformation de l'épargne en emplois à court, moyen et long terme demandent une structure financière adéquate, adaptée au développement économique, au genre de l'économie du pays, aux conditions sociales et au niveau de l'éducation de la population.

II. Les institutions financières

Les institutions financières qui agissent comme catalyseur dans la promotion et la collecte des ressources financières sont nombreuses et diversifiées. La plupart d'entre elles se retrouvent presque dans tous les pays. Certaines, telles que les banques commerciales et les caisses d'épargne, qui datent de l'époque coloniale ont dû subir une modification de structure pour se conformer à la nouvelle politique économique des Etats. Les autres ont été créées au lendemain de l'indépendance soit avec les capitaux de l'Etat, soit conjointement avec les capitaux privés nationaux ou étrangers.

1. Le trésor public

Dans beaucoup de pays, le trésor public joue un rôle très important dans la mobilisation des ressources tant auprès des particuliers que des autres institutions financières pour le financement des investissements publics.

2. Les banques centrales

A l'exception des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Haute-Volta, Côte d'Ivoire, Bénin, Sénégal, Togo et Niger) et ceux de l'Afrique centrale (Tchad, Gabon, Congo, Empire centrafricain et Cameroun) regroupés respectivement au sein de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC), la plupart des Etats ont leur banque centrale distincte. En plus de leurs fonctions traditionnelles, ces institutions jouent le rôle d'organes financiers centraux intervenant dans la promotion, la surveillance et la réglementation des intermédiaires financiers chargés de collecter l'épargne et de canaliser ces fonds vers les objectifs retenus dans les programmes économiques.

3. Les banques de dépôts

Tous les pays disposent d'un réseau bancaire dont le rôle en matière de collecte de l'épargne et de financement de l'économie ne cesse de grandir. Les banques qui composent ces réseaux appartiennent, selon le pays, soit à l'Etat, soit aux privés nationaux et étrangers, parfois avec la participation de l'Etat.

Dans certains pays, le réseau bancaire ne paraît pas encore assez étoffé pour répondre aux besoins de l'économie. En effet, les banques ne sont pas accessibles à la population rurale; elles sont établies le plus souvent dans les grands centres urbains négligeant ainsi les petits centres et par conséquent le financement de l'agriculture et des petites et moyennes entreprises.

4. Les banques nationales de développement

Institutions à caractère public, les banques de développement, quoique hétérogènes du point de vue structurel, poursuivent un même but à savoir promouvoir des investissements par des financements à échéance pluriannuelle.

5. Le service des comptes chèques postaux

Dans beaucoup de pays, l'Administration des postes dispose d'un service de gestion et d'exploitation des comptes courants. Ce service qui reçoit des dépôts à vue des entreprises et des particuliers exploite le plus souvent un réseau très important. Les fonds collectés sont déposés soit au Trésor, soit auprès des banques de développement.

6. Les caisses d'épargne

Ces institutions semblent être les mieux adaptées pour collecter l'épargne des personnes à revenu modeste. Elles peuvent drainer des fonds très importants si elles possèdent un réseau très étendu de guichets.

Dans beaucoup de pays, les fonds déposés auprès des caisses d'épargne sont versés au Trésor public qui en assure la transformation. Dans d'autres, par exemple au Zaïre et en Algérie, ces institutions bien que relevant du Ministère des finances, assurent elles-mêmes le placement de ces fonds.

Il existe également dans d'autres pays des caisses d'épargne postale qui utilisent les facilités de l'Administration des postes.

7. Les compagnies d'assurance

Par rapport aux pays développés, l'activité des compagnies d'assurance et des caisses de retraite n'est pas encore suffisamment développée dans les pays d'Afrique. L'action de ces institutions qui ne s'exerce que dans les milieux urbains doit être encouragée dans tous les milieux d'autant plus qu'elle permet d'obtenir pour la croissance économique un courant régulier, sûr et prévisible de ressources sous forme de l'épargne contractuelle.

8. Les autres institutions financières

Il existe d'autres institutions financières qui sont susceptibles de mobiliser l'épargne. Ces institutions diffèrent entre elles, le plus souvent par les catégories des gens qu'elles servent. Les unes sont adaptées à la collecte de l'épargne des ménages à revenu moyen et les autres aux groupes à revenu plus bas.

Il s'agit notamment des sociétés de gestion des portefeuilles-titres et de placement, des sociétés de loterie nationale, des associations d'épargne et de prêt, des fonds mutuels, des unions de crédit et des coopératives d'épargne et de crédit.

III. Les instruments et les techniques de collecte de l'épargne

On attribue généralement à l'épargne nationale un rôle capital dans la poursuite de façon harmonieuse et constante du processus de développement économique. En effet, selon la maturité économique du public, la mobilisation des fonds pour des emplois à longue échéance peut s'effectuer soit directement à travers le marché financier, soit indirectement à travers différents intermédiaires financiers que nous avons passé en revue, soit à travers les deux.

Dans nos pays où le marché financier n'existe pas ou est encore à l'état embryonnaire, l'Etat et les intermédiaires financiers doivent jouer un rôle déterminant dans la recherche des techniques spécifiques, capables de stimuler la formation d'un volume croissant de l'épargne eu égard aux conditions économiques et sociales des populations auxquelles ils s'adressent. Leurs efforts doivent toujours viser à offrir à l'épargnant des formules attrayantes tant sur le plan du rendement et de la sécurité que sur celui des termes et de la nature de l'épargne.

1. Les taux d'intérêt

L'élément rendement revêt une grande importance. Des taux d'intérêt attrayants sont capables non seulement de stimuler les dépôts, mais de retenir les capitaux dans les pays et même d'inciter le rapatriement d'une partie des fonds placés à l'étranger.

2. Le carnet d'épargne ou le livret de dépôt

Le carnet d'épargne est susceptible de développer l'épargne des masses populaires. C'est la formule préférée du petit épargnant parce qu'elle autorise, en cas de nécessité, le prélèvement de petites sommes pour faire face à des dépenses imprévues. Toutefois, par le nombre très élevé des livrets et des mouvements de caisse, elle provoque un surcroît de charges.

3. Les bons de caisse

Le bon de caisse se rapproche beaucoup du compte à terme, mais il a l'avantage de pouvoir être matérialisé par un papier valeur qui constitue un moyen de placement plus discret. Son taux de rendement est en relation directe avec sa durée.

4. Le paiement anticipé des intérêts

C'est une technique qui permet au déposant de bénéficier anticipativement des intérêts auxquels il a droit. Il y a là un attrait certain qui peut rendre ce système intéressant et utile.

5. Les comptes à lots

Le système d'organisation des loteries au niveau d'une banque ou d'une caisse d'épargne peut tenter et stimuler certains épargnants. Les clients qui ont épargné un certain montant pendant une durée déterminée ont en effet le droit de participer au tirage. La République arabe d'Egypte et la Tunisie ont déjà recouru à cette pratique.

6. L'épargne-logement et l'épargne-crédit

Ces deux formules relient l'accumulation de l'épargne à la satisfaction des besoins économiques déterminés. Au lieu de mettre de côté une part de ses revenus en vue de pourvoir à des besoins futurs quelconques, l'épargnant renonce à une partie de la consommation immédiate afin de faire face à des besoins futurs spécifiques.

Avec l'épargne-logement, l'épargnant qui, durant une certaine période, a pu fournir la preuve de sa capacité d'épargner, se voit accorder des facilités de crédit pour son propre logement. La part versée dans la première phase de l'épargne constitue sa mise de fonds personnelle. Cette technique a l'avantage de favoriser le développement du secteur de construction sans exercer des tensions inflationnistes.

L'épargne-crédit poursuit les mêmes buts sociaux et de prévoyance mais présente l'inconvénient de favoriser les crédits de consommation.

7. Les primes de fidélité

En République arabe d'Egypte, une prime de fidélité est accordée aux clients en fonction du montant déposé en compte d'épargne. C'est ainsi que des dépôts d'un montant inférieur à 2 000 livres égyptiennes sont rémunérés à 3 p. 100 tandis que ceux qui dépassent cette somme le sont à 3,5 p. 100.

8. L'épargne contractuelle

Les fonds collectés sous forme de primes d'assurance-vie, assurance-incendie, assurance-invalidité, assurance-vieillesse, etc., en vertu d'un contrat passé avec une compagnie d'assurance ou caisse de retraite, sont plus stables que les autres formes de l'épargne et, par conséquent, mieux adaptés à la prise des participations et aux prêts à moyen et long terme.

9. La politique fiscale

Par sa politique fiscale, l'Etat peut augmenter l'épargne nationale. En relevant les charges fiscales, spécialement dans le domaine des impôts directs sur les revenus, il réduit la consommation privée pour accroître ses recettes et, en limitant en même temps ses dépenses de fonctionnement, il peut dégager une épargne budgétaire suffisante pour financer des investissements publics. Par contre, en accordant diverses exonérations fiscales ou en réduisant les taux de taxation, l'Etat favorise la formation de l'épargne des ménages et l'autofinancement des entreprises.

10. Les autres techniques

Enfin, il existe d'autres techniques capables d'encourager la formation de l'épargne et d'en faciliter la mobilisation telles que :

- L'organisation périodique des loteries nationales (Côte d'Ivoire, Tunisie et République arabe d'Egypte);
- L'indexation de certaines formes d'épargne;
- Le timbre épargne (Nigéria et République arabe d'Egypte);
- La garantie aux héritiers du déposant du double montant déposé exempt de toute imposition (République arabe d'Egypte);
- Les certificats d'épargne (République arabe d'Egypte).

En définitive, tous les efforts doivent tendre à l'élargissement du cadre financier par la création des bourses des valeurs (Nigéria, Côte d'Ivoire, Kenya) et des marchés financiers, instruments les plus appropriés à la mobilisation de l'épargne et à son transfert à des investissements productifs.

IV. Les obstacles à la mobilisation de l'épargne

Malgré la diversité des moyens déjà mis en oeuvre, la mobilisation des ressources financières nationales se heurte encore à de nombreux obstacles d'ordre psychologique, social, politique et économique.

En effet, la non-modernisation du secteur agricole qui occupe la majorité de la population et la solidarité clanique qui caractérise nos sociétés constituent un sérieux handicap à l'accroissement de l'épargne.

L'insuffisance des structures financières appropriées et la méconnaissance par une grande partie de la population des possibilités de placement existantes favorisent la thésaurisation et la détention des actifs réels.

La disparité criante des revenus dans beaucoup de pays maintient la plupart des gens dans une situation telle qu'il leur est difficile de dégager une épargne substantielle. D'autre part, les riches plutôt que d'épargner, préfèrent effectuer des dépenses ostentatoires et faire des placements à l'étranger ou investir soit dans le secteur immobilier, soit dans les activités spéculatives commerciales plus rentables.

Il importe de noter aussi l'instabilité politique et l'érosion monétaire qui sont les facteurs de base de la transformation des actifs financiers en actifs physiques et de la fuite des capitaux vers l'étranger.

En vue de l'élimination de ces obstacles et de la création d'un climat propice à l'augmentation de l'épargne aux fins de l'investissement, l'Etat devra :

- Veiller à la stabilité politique et monétaire et à la mutation de mentalité des habitants;
- Elaborer une politique adéquate de l'emploi et des revenus permettant la création d'une classe moyenne;
- S'efforcer à mécaniser l'agriculture et à créer des mouvements coopératifs pour accroître les revenus agricoles;
- Programmer de façon permanente l'éducation sur l'épargne.

V. La mobilisation des ressources nationales au Zaïre

Comme dans la plupart des pays africains, l'absence d'un marché des capitaux développé rend difficile la mobilisation des ressources financières existantes. Ainsi, à l'exception de l'épargne publique et des apports des capitaux extérieurs, le financement de la formation du capital fixe est assuré principalement par les entreprises du fait que leurs avoirs constituent la majeure partie de l'épargne privée.

1. Contributions de l'Etat à la mobilisation de l'épargne

En vue d'accroître la contribution des agents économiques aux ressources ordinaires de l'Etat dont une partie est affectée annuellement au financement des investissements publics, des efforts ont été faits tant pour augmenter les recettes que pour réduire les dépenses ordinaires.

En effet, à la suite de la contraction des recettes publiques en 1971, consécutive au fléchissement des cours du cuivre, principal produit d'exportation du Zaïre, le régime fiscal a été continuellement modifié à partir de 1972, par l'introduction de nouvelles taxes et par la majoration de certains taux d'imposition ou de pénalisation. Parallèlement, plusieurs mesures d'encadrement et de compression ont été prises dans le domaine des dépenses courantes, les unes pour combattre les dépassements des crédits budgétaires et les autres pour freiner le rythme d'expansion de ces dépenses.

En 1972 et 1973, ces mesures ont permis d'accroître le volume de l'épargne budgétaire d'année en année, le rythme d'expansion des recettes ayant été plus rapide que celui des dépenses ordinaires. Par contre, avec l'inversion de cette évolution à partir de 1974, l'épargne budgétaire s'est progressivement éffritée jusqu'en 1976.

Il convient de noter que l'année 1975 a été marquée par une contraction plus importante des recettes et des dépenses, à la suite de l'effondrement des cours du cuivre.

Ainsi, ces dernières années, la progression plus rapide des dépenses ordinaires que des recettes a handicapé le développement d'une épargne budgétaire satisfaisante en vue du financement des investissements publics.

Par ailleurs, en vue de promouvoir l'épargne des entreprises, l'Etat a mis au point un code des investissements qui accorde un régime fiscal de faveur aux entreprises nouvelles jugées indispensables pour le développement du pays. Ce régime comporte entre autres :

- i) Des exonérations totales d'impôts sur les revenus pour des périodes de 5 à 25 ans;
- ii) Des exonérations des droits d'importation pour les équipements et les biens d'approvisionnement pour des durées minima de 5 ans;
- iii) Des possibilités de récupération des pertes des exercices antérieurs ainsi que d'amortissement rapide des immobilisations.

A ce régime fiscal de faveur, il convient d'ajouter l'appui financier que l'Etat accorde aux institutions financières et aux jeunes entreprises, sous la forme de prise de participation directe (majoritaire ou minoritaire) lors de leur constitution et de subventions d'équipement par la prise en charge du service de la dette contractée pour l'acquisition des équipements.

Ces dernières années, l'Etat est intervenu pour encourager certaines formes d'épargne obligatoire dans quelques catégories socio-professionnelles du personnel rémunéré par l'Etat, notamment le personnel enseignant dans les régions, et dans certaines entreprises publiques ou privées.

2. La collecte de l'épargne par les intermédiaires financiers

La fonction d'intermédiaire financier au Zaïre est exercée par des institutions relevant soit de l'initiative privée, soit du secteur public. Les techniques et instruments que celles-ci utilisent pour collecter l'épargne sont principalement les taux d'intérêt, le livret d'épargne, les bons de caisse, l'épargne-logement et l'épargne-contractuelle.

Ces institutions sont soumises à la tutelle et au contrôle des autorités publiques. C'est la Banque du Zaïre, Institut d'émission, qui assure le contrôle de ces intermédiaires en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés par ses statuts et par l'ordonnance-loi n° 72/004 du 14 janvier 1972 relative à la protection de l'épargne et au contrôle des intermédiaires financiers. Cette ordonnance-loi régit l'exercice de la profession des institutions financières bancaires et non bancaires, et détermine les conditions qu'elles doivent remplir pour leur inscription sur la liste des banques ou des institutions financières non bancaires.

A la fin de 1975, le total de l'épargne financière constituée sous forme d'actifs auprès de différents intermédiaires financiers s'élevait à 1 milliard 272 millions de dollars des Etats-Unis contre 402 millions à la fin de 1970 (soit 39 p. 100 du produit intérieur brut commercialisé à prix courants) dont 190 millions pour l'épargne liquide et 92 millions pour l'épargne contractuelle.

a) Les banques de dépôts

A l'exception de la Banque centrale, le réseau bancaire au Zaïre comprend huit banques privées et une banque étatique. Ces banques disposent au total de 32 succursales et agences. Elles jouent le rôle le plus important dans la collecte et la transformation de l'épargne en emplois à court et long terme.

A la fin de 1975, les actifs financiers accumulés auprès du système bancaire se chiffraient à 1 milliard 130 millions de dollars, soit 90 p. 100 de l'ensemble des engagements des intermédiaires financiers. A cette date, les dépôts bancaires à vue totalisaient 240 millions de dollars et les dépôts à terme 154 millions contre respectivement 190 millions et 32 millions à la fin de 1970. Les dépôts des particuliers au service des comptes chèques postaux étaient de 12,3 millions de dollars des Etats-Unis.

De 84 millions de dollars à la fin de 1970, l'encours des crédits consentis par les banques commerciales à l'économie est passé à 604 millions à la fin de 1975 dont 94 millions ou 16 p. 100 des crédits à moyen et long terme.

Depuis 1971, les taux d'intérêt appliqués par les banques agréées pour rémunérer les dépôts de leur clientèle sont les suivants :

| | |
|---------------------|--------------|
| Dépôts à vue | - |
| Dépôts à quinzaine | 3,25 p. 100 |
| Dépôts à un mois | 3,50 p. 100 |
| Dépôts à trois mois | 4,00 p. 100 |
| Dépôts à six mois | 3,00 p. 100 |
| Dépôts à neuf mois | 10,00 p. 100 |
| Dépôts à un an | 12,00 p. 100 |
| Dépôts à deux ans | 12,50 p. 100 |
| Carnets de dépôts | 3,25 p. 100 |

b) Les caisses d'épargne publique

Il y a deux caisses d'épargne au Zaïre : la Caisse générale d'épargne du Zaïre (CADEZA) et la Caisse d'épargne et de crédit immobilier (CANECI) de création récente (1971). Les deux disposent au total de 40 agences dont trois pour la seconde qui est spécialisée dans l'épargne-logement. Le volume de leurs dépôts était d'environ 36 millions de dollars à la fin de l'année 1975 contre 11 millions à la fin de 1970.

Les différents comptes d'épargne utilisés actuellement par la CADEZA sont les suivants :

- Le compte d'épargne ordinaire, productif d'intérêt de 3 p. 100 l'an, peut être ouvert avec un montant minimum de 2 dollars;
- Le compte bloqué à 6 mois, productif d'intérêt de 4,5 p. 100, peut être ouvert avec 100 dollars;
- Le compte bloqué à 12 mois, productif d'intérêt de 8 p. 100 l'an, peut être ouvert avec 100 dollars;
- Le compte d'épargne-logement productif d'intérêt de 6 p. 100; bloqué pendant 4 ans, il reçoit des versements uniformes à des intervalles réguliers; le montant du crédit auquel il donne droit est de quatre fois le montant épargné.

La méthode de retenue à la source est utilisée pour collecter l'épargne dans les forces armées et dans certaines entreprises. Un service itinérant recueille l'épargne scolaire et rurale.

Enfin, la rémunération des dépôts d'épargne à la CNECI varie entre 3 p. 100, 4 p. 100 et 4,5 p. 100 selon que le retrait s'effectue avec un préavis de trois mois, six mois et à termes fixes de 12 mois. Les bons de caisse de un à cinq ans portent intérêt de 6 à 11 p. 100 l'an.

c) Les organismes publics de prévoyance et d'assurance

L'Institut national de sécurité sociale (INSS) compte neuf agences tandis que la Société nationale d'assurance (SONAS) en a huit. Les deux gèrent, sous forme de réserves de sécurité et provisions techniques et mathématiques, un volume d'épargne d'environ 32 millions de dollars, soit 5 p. 100 du total des actifs financiers. A part quelques prises de participation par l'INSS, aucune action n'est prise jusqu'à présent pour canaliser ces fonds vers les investissements. Ils sont placés sous forme de dépôts auprès du système bancaire.

d) La Société financière de développement (SOFIDE)

Banque nationale de développement, la SOFIDE a été fondée en 1970. Ses ressources sont constituées par le capital, le quasi-capital et des lignes de crédits extérieurs. L'Etat et la Banque du Zaïre ont chacun une participation de 12,5 p. 100; des banques de dépôts et des entreprises privées au Zaïre ainsi que des particuliers zaïrois détiennent 30 p. 100 des participations, le reste étant détenu par des institutions financières étrangères.

Le quasi-capital est constitué d'une avance permanente de l'Etat de 2 millions de dollars et d'un prêt de l'Etat de 4 millions de dollars remboursables en 40 ans à 1 p. 100 d'intérêt.

Outre le capital et le quasi-capital, la SOFIDE est autorisée à emprunter à moyen ou long terme aux organisations internationales et au secteur privé. Ses interventions se font sous la forme de prêts à moyen ou long terme et de prises de participation dans le capital des entreprises.

A la fin de l'année 1975, l'emprunt extérieur de la SOFIDE s'élevait à 14,7 millions de dollars.

e) Les coopératives de crédit

Il convient de signaler aussi l'existence dans la région de Kivu d'un certain nombre de coopératives d'épargne et de crédit. La coopérative de crédit de l'Institut social africain qui joue le rôle de coopérative centrale centralise les épargnes de toutes les coopératives de la région, mais le volume des fonds collectés ou distribués n'est pas encore très significatif.

3. Perspectives de création d'un marché financier

A la fin de 1970, une Commission fut chargée d'étudier le fonctionnement et les possibilités de développer l'infrastructure et les marchés financiers au Zaïre. Sa mission était de proposer toutes les mesures susceptibles d'accroître l'épargne à la disposition de l'économie et d'améliorer les structures et conditions du financement des secteurs public et privé.

Dans son acception au sens large, l'expression "marché financier" englobe non seulement les marchés primaire et secondaire des valeurs mobilières - marché financier au sens restreint - mais également les opérations de toutes les catégories d'intermédiaires financiers intéressés à la collecte de l'épargne financière d'une part et à la distribution de crédit à moyen et long terme d'autre part. Le rôle du marché financier consiste donc à jeter un pont entre les épargnants et les investisseurs en assurant une transformation de l'épargne.

Au Zaïre, comme dans la plupart des pays africains, le marché financier, qui est encore très peu développé, se caractérise par une étroitesse et des imperfections assez marquées. Celles-ci proviennent de plusieurs facteurs parmi lesquels on trouve la gestion déficiente de certaines institutions financières, l'absence d'instruments d'épargne diversifiés, le manque d'information des épargnants et l'insuffisance de leur protection, les possibilités de placement limitées pour les intermédiaires financiers, ce qui explique le manque de dynamisme de ceux-ci dans la collecte des fonds, l'immobilisation de certaines créances sur l'Etat, l'absence d'un marché primaire et secondaire destitues de l'Etat ou du secteur public en général, ainsi que d'un marché primaire et secondaire des valeurs mobilières du secteur privé.

Or, l'épargne en général, et l'épargne financière en particulier, ne sera stimulée que si l'organisation et le fonctionnement du marché financier sont adéquats, c'est-à-dire si :

- Les intermédiaires financiers offrent aux épargnants un large éventail d'instruments d'épargne adaptés aux aspirations des épargnants;
- Les émetteurs de valeurs mobilières offrent une gamme étendue de titres aux épargnants (actions, obligations, obligations convertibles, etc.);
- Un marché secondaire efficace est organisé pour les valeurs mobilières en circulation;
- Les taux de rémunération sont suffisamment élevés;
- La protection des épargnes est assurée, ce qui implique fondamentalement une stabilité monétaire et une sécurité politique.

Aussi, la Commission avait-elle fait un certain nombre de recommandations visant à accroître le volume de l'épargne financière et à développer les structures de financement notamment :

- a) La mise en oeuvre d'une politique de taux d'intérêt très active tant dans le secteur bancaire que dans les autres secteurs financiers;
- b) La revitalisation des organismes publics chargés de la collecte de l'épargne populaire (caisses d'épargne);
- c) L'extension sur tout le territoire national du réseau de service des chèques postaux en vue de collecter l'épargne rurale;
- d) L'élaboration d'une politique appropriée pour accroître et canaliser l'épargne contractuelle vers les investissements;
- e) La création d'un Office de promotion des petites entreprises zaïroises (OPEZ);
- f) La mise en place d'un Fonds de garantie en faveur des petites entreprises;
- g) La spécialisation des institutions financières, soit dans le mode de collecte des fonds, soit dans la nature des crédits à consentir.

CONCLUSION

Un progrès a sans doute été réalisé dans la mise sur pied des intermédiaires financiers et la mise en oeuvre des techniques qui, si elles sont bien adaptées, aux contingences particulières des pays, sont de nature à stimuler l'épargne et à la mobiliser au profit des investissements. L'effort doit cependant se poursuivre dans l'extension et l'intensification des institutions financières et dans la diversification des instruments pour accroître le volume de l'épargne.

Ainsi, si les obstacles évoqués précédemment étaient surmontés, la promotion de l'épargne pourrait se réaliser assez rapidement.

Les pouvoirs publics doivent donc établir un climat propre à favoriser l'accumulation de l'épargne. La stabilité politique, l'ordre social et une politique monétaire saine sont les principaux facteurs qui déterminent l'établissement de ce climat.

La suppression des contraintes ethniques suppose un changement de mentalité des agents économiques, mutation qui dépend en grande partie d'une politique adéquate de l'Etat en matière de l'emploi et donc des revenus. En effet, moins il y aura de chômage structurel, moins on aura des éléments parasites à charge de la population active et plus grande sera la propension à épargner. En outre, les pouvoirs publics doivent étudier les tensions barémiques de façon à réduire la disparité manifeste des revenus. Leurs efforts doivent aussi se porter sur la modernisation de l'agriculture afin de favoriser la formation de l'épargne des masses paysannes.

Dans le domaine de la transformation de l'épargne, il serait préférable que la spécialisation des institutions financières soit poussée de manière que les banques commerciales puissent se consacrer uniquement aux prêts à court terme, et les banques de développement à l'octroi des prêts à moyenne et longue échéance. Les premières devraient toutefois souscrire, à concurrence d'un certain pourcentage de leurs dépôts, les bons émis par les secondes.

Une politique fiscale adéquate de l'Etat devra également contribuer à la promotion de l'épargne. Mais avant tout il faut opter entre l'épargne privée et l'épargne publique du fait que les mesures fiscales (diverses exonérations) qui favorisent l'épargne des entreprises et des particuliers, entraînent souvent une diminution de l'épargne budgétaire et vice-versa.

Tableau 1 : Evolution de l'épargne budgétaire de 1970 à 1975 (en millions de zaires)^{a/}

| Année | Recettes ordinaires | Dépenses courantes | Epargné budgétaire |
|-------|---------------------|--------------------|--------------------|
| 1970 | 315 277 | 257 592 | 57 685 |
| 1971 | 283 802 | 272 568 | 16 239 |
| 1972 | 298 794 | 274 150 | 24 644 |
| 1973 | 376 729 | 332 000 | 44 729 |
| 1974 | 533 620 | 523 001 | 15 619 |
| 1975 | 431 945 | 493 743 | -61 798 |

Source : Banque du Zaïre, Rapport annuel 1975.

a/ Un zaïre = 2 dollars des Etats-Unis.

Tableau 2 : Epargne financière au Zaïre, 1967-1975 - En cours à fin d'année en millions de zaïre

1Z = 2 \$

| | 1967 | 1968 | 1969 | 1970 | 1971 | 1972 | 1973 | 1974 | 1975 |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------------------|
| A. <u>Institutions monétaires (1)</u> | <u>132,5</u> | <u>171,0</u> | <u>189,3</u> | <u>218,6</u> | <u>235,1</u> | <u>283,7</u> | <u>333,7</u> | <u>555,3</u> | <u>592,9</u> |
| 1. Circulation fiduciaire | 41,0 | 51,1 | 56,9 | 74,8 | 83,2 | 98,1 | 120,2 | 159,0 | 205,4 |
| 2. Dépôts à vue | 69,9 | 84,3 | 95,1 | 111,3 | 105,4 | 136,7 | 167,5 | 230,3 | 255,2 |
| a) Banque du Zaïre | 10,0 | 7,8 | 12,0 | 11,6 | 6,3 | 10,2 | 13,7 | 3,9 | 26,1 |
| b) Banques de dépôts | 58,7 | 75,3 | 81,1 | 97,8 | 96,5 | 123,6 | 150,1 | 216,4 | 222,7 |
| c) CCP | 1,2 | 1,2 | 2,0 | 1,9 | 2,1 | 2,9 | 3,7 | 5,0 | 6,4 |
| 3. Dépôts à terme | 2,0 | 14,1 | 17,7 | 20,3 | 35,4 | 37,7 | 81,2 | 104,3 | 80,1 |
| a) Banque du Zaïre | - | 11,0 | 13,2 | 4,2 | 19,6 | 9,9 | 47,6 | 50,7 | 3,0 |
| b) Banques de dépôts | 2,0 | 3,1 | 4,5 | 16,1 | 15,8 | 27,8 | 33,6 | 53,6 | 77,1 |
| 4) Autres liquidités | 19,6 | 21,5 | 19,6 | 12,2 | 11,1 | 11,2 | 19,8 | 61,6 | 52,2 |
| a) Dépôts en devises | 2,2 | 1,5 | 1,7 | 2,3 | 1,4 | 2,3 | 7,3 | 7,2 | 10,8 |
| b) Provisions pour pmts en IE | 17,4 | 20,0 | 17,9 | 9,9 | 9,7 | 8,9 | 12,5 | 54,4 | 41,4 |
| B. <u>Caisses d'épargne</u> | <u>3,5</u> | <u>3,7</u> | <u>4,7</u> | <u>5,4</u> | <u>6,0</u> | <u>6,9</u> | <u>9,2</u> | <u>14,1</u> | <u>18,5^{e/}</u> |
| a) CADEZA | 3,5 | 3,7 | 4,7 | 5,4 | 6,0 | 6,4 | 7,0 | 9,1 | 10,0 ^{e/} |
| b) CNECI | - | - | - | - | - | 0,5 | 2,0 | 5,0 | 8,5 |
| C. <u>Institut national de sécurité sociale (2)</u> | <u>7,3</u> | <u>8,1</u> | <u>10,5</u> | <u>13,1</u> | <u>12,7</u> | <u>14,4</u> | <u>20,4</u> | <u>22,4</u> | <u>25,0^{e/}</u> |
| D. <u>Société nationale d'assurance (3)</u> | <u>0,6</u> | <u>3,0</u> | <u>4,7</u> | <u>6,3</u> | <u>9,5</u> | <u>8,5</u> | <u>7,2</u> | <u>14,7</u> | <u>16,0^{e/}</u> |
| Sous-total | 143,9 | 185,8 | 209,2 | 243,4 | 263,3 | 313,5 | 425,4 | 606,5 | 652,4 |
| à déduire : dépôts de la SONAS | - 0,9 | - 2,3 | - 4,2 | - 6,5 | - 5,9 | - 5,2 | - 3,7 | - 4,9 | - 5,5 ^{e/} |
| " " l'INSS | - 4,0 | - 1,7 | - 3,5 | - 5,7 | - 5,8 | - 7,1 | - 7,6 | - 9,1 | - 10,5 ^{e/} |
| Total | 139,0 | 181,8 | 201,5 | 231,2 | 251,6 | 301,2 | 414,1 | 592,5 | 636,4 |

(1) Cfr. situation monétaire intégrée (2) Les réserves de sécurité (3) Réserves techniques et mathématiques + bénéfices et réserves.

(e) Estimation.

Tableau 3 : Dépôts à vue et à terme des banques commerciales 1969 - 1975(1)
 Ventilation par catégorie de déposants (milliers de Zaïres, 1 Z = 2 \$)

| | 1969 31 Dec. | 1970 31 Dec. | 1971 31 Dec. | 1972 31 Dec. | 1973 31 Dec. | 1974 31 Dec. | 1975 31 Dec. |
|---|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| A. <u>Dépôts à vue</u> | 83 878 | 99 401 | 98 873 | 125 557 | 157 396 | 224 318 | 228 561 |
| - Particuliers | 19 878 | 26 271 | 30 130 | 33 574 | 55 170 | 61 388 | 68 667 |
| - Entreprises privées | 46 466 | 57 932 | 51 255 | 67 590 | 84 459 | 122 831 | 101 172 |
| - Entreprises publiques | 17 253 | 12 548 | 9 620 | 13 850 | 12 893 | 31 401 | 53 140 |
| - Organismes financiers | 168 | 2 168 | 5 431 | 5 359 | 2 352 | 4 987 | 3 618 |
| - Pouvoirs publics | 454 | 224 | 299 | 830 | 437 | 486 | 1 036 |
| - Organismes publics à caractère administratif | 444 | 258 | 2 138 | 4 354 | 2 085 | 3 225 | 927 |
| B. <u>Dépôts à terme</u> | 4 538 | 16 053 | 15 924 | 27 989 | 33 833 | 53 333 | 75 560 |
| - Particuliers | 934 | 1 269 | 4 162 | 4 402 | 6 846 | 8 336 | 8 150 |
| - Entreprises privées | 1 518 | 8 530 | 8 208 | 14 944 | 19 648 | 29 511 | 28 955 |
| - Entreprises publiques | 2 086 | 64 | 600 | 6 025 | 1 596 | 9 837 | 33 016 |
| - Organismes financiers | - | 6 053 | 2 404 | 2 188 | 5 005 | 5 096 | 5 010 |
| - Pouvoirs publics | - | - | 400 | 30 | 30 | 372 | 250 |
| - Organismes publics à caractère administratif | - | 137 | 150 | 400 | 708 | 181 | 179 |
| Total (A + B) | 88 416 | 115 454 | 114 797 | 153 546 | 191 229 | 277 651 | 304 121 |

Source : Banque du Zaïre.

(1) Y compris les dépôts en monnaies étrangères.